



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT

Centre pour les Droits de l'Homme
et la Démocratie en Afrique Centrale



Rights &
Democracy
Focus

N°77 - March 2023

A bi-monthly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

Coopération

Le Gabon et le CNUDHD-AC en harmonie

Pp.4-6



UN Regional Coordination

UNCHRD-CA on the Spotlights in Libreville

P.3



© Joseph Fajong, CNUDHD-AC

Le plein potentiel de l'humanité passe par le respect des droits de la femme

Par **Nouhoum Sangaré**
Représentant régional du HCDH
& Directeur du CNUDHD-AC

Le trimestre qui s'achève a été marqué par la célébration de la Journée Internationale des droits de la Femme, le 8 mars, sous le thème « Pour un monde digital inclusif: innovation et technologies pour l'égalité des sexes ».

A travers le thème de 2023, l'accent a été mis sur la nécessité de technologies inclusives et transformatrices ainsi que d'une éducation numérique. Une occasion unique d'explorer l'impact de l'écart entre les sexes dans le numérique. Le CNUDHD-AC a rappelé son engagement pour l'égalité des sexes en matière d'innovation, de technologies et d'éducation numériques, afin de sensibiliser davantage les femmes et les filles à la pleine jouissance de leurs droits.

Comme l'a souligné, Volker Türk, le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme dans son adresse du 8 mars: « L'égalité des femmes est au cœur de tous les droits de l'homme, de la dignité humaine et de notre avenir collectif. Elle est le fondement de la Déclaration universelle, qui s'ouvre sur cette simple affirmation : *«Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits»*. Et pourtant, la réalisation de cette égalité évidente est un défi apparemment sans fin. La Journée internationale de la femme nous rappelle les dynamiques de pouvoir patriarcales, anciennes et nouvelles, qui empêchent notre monde de réaliser les droits de toutes les femmes et de toutes les filles - et de réaliser le plein potentiel de l'humanité. »

Dans la mise en œuvre par le Bureau du principe «Ne laisser personne de côté», le support apporté au lancement de la Plateforme régionale des organisations des personnes handicapées dans la région du Centre du Cameroun démontre que les

principes d'égalité et de non-discrimination sont au cœur de notre mandat.

Un mois marqué aussi par une mission de travail au Gabon, au cours de laquelle, nous avons rencontré la Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, chargée des Droits de l'Homme et de l'Égalité des Genres. Des échanges fructueux ont permis de réaffirmer l'accompagnement de cet Etat dans l'atteinte de ses objectifs en matière des droits de l'homme et de démocratie. En retour, nous avons obtenu l'engagement du Gabon à accompagner la célébration dues 20e anniversaire du CNUDHD-AC et du 75e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. En outre, nous avons rencontré le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale ainsi que le Représentant pour l'Afrique Centrale de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Des rencontres très riches durant notre mission qui meublaient notre présence à Libreville dans le cadre de la réunion des Chefs des entités onusiennes présentes dans la sous-région.

En février, une mission du Centre en Guinée Equatoriale a permis de travailler avec le gouvernement sur la feuille de route de la création d'une Institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris. Il a aussi été question de la préparation du prochain Examen périodique universel qui aura lieu en novembre 2024.

Pour conclure, mon Bureau et moi-même ne négligerons aucune piste pour aider chaque société à réaliser son égalité et les droits de la femme. Pour nous, il s'agit de chaque société d'Afrique Centrale. Cela dure depuis 20 ans. Et nous regardons avec sérénité et détermination vers les 20 prochaines.





UN Regional Coordination

UNCHRD-CA on the Spotlights in Libreville

The United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa was represented by Nouhoum Sangare at the two-day UN Field Presences Meeting held in Libreville.

By Kamdem Souop



UN Officials present in Libreville © UNOCA

The UN Regional Office for Central Africa (UNOCA) organized a two-day coordination meeting of Political Sections and Peace and Development Advisers of the UN presences in Central Africa. The participants discussed key challenges and opportunities for peace and security in the subregion and updated the UN Regional Conflict Prevention Framework. In his welcoming remarks, the Special Representative of the UN Secretary General and Head of UNOCA, Mr. Abdou Abarry, reiterated his office's commitment to strengthen the coordination of UN activities in Central Africa and partnership with regional partners, in accordance with its mandate. The Secretary-General of the

Ministry of Foreign Affairs of Gabon, Mrs. Mireille-Sarah Nzenze, and the President of the ECCAS Commission, Amb. Gilberto da Piedade Verissimo, took part in the event. During this 9th Meeting of UN Regional Field presences in Central Africa, Mr Nouhoum Sangare, the Director of UNCHRD-CA made a presentation of UNCHRD-CA's activities in the sub-region and the results achieved so far, before emphasizing on challenges that need to be tackled with other UN presences and partners. He addressed concerns related to the promotion and protection of human rights in the sub-region, calling for a synergy of efforts to strengthen risk analysis tools for prevention and early warning.

HUMAN RIGHTS 75

LET'S ADVANCE ON THE PROMISE OF FREEDOM, EQUALITY AND JUSTICE FOR ALL

UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS

UNITED NATIONS HUMAN RIGHTS OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

Coopération

Le Gabon et le CNUDHD-AC en harmonie

Erlyne Antonela Ndembet-Damas a reçu en audience le 15 mars 2023 à Libreville le Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale.

Par Kamdem Souop



Les deux responsables en tête à tête © Ministère de la Justice, Gabon

A la faveur d'une mission qu'il a effectuée en République Gabonaise, Nouhoum Sangaré, le Représentant régional pour l'Afrique Centrale du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme et Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale a été reçu en audience le 15 mars 2023 par Erlyne Antonela Ndembet-Damas, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Chargée des Droits de l'Homme et de l'Égalité des Genres.

Au menu de leurs échanges, la situation des droits de l'homme au Gabon, qui a fait l'objet d'un quatrième Examen Périodique Universel (EPU) du Conseil des

Droits de l'Homme des Nations Unies (CDH) le 24 janvier 2023, après les trois premiers cycles de mai 2008, octobre 2012 et novembre 2017. La Troïka des Rapporteurs du passage du Gabon était composée du Maroc, du Vietnam et du Costa Rica. M. Sangaré a salué la qualité de la contribution de ce pays membre du Conseil.

Cette rencontre est la première du Directeur du CNUDHD-AC au Gabon depuis sa prise de fonction en août 2022. Il en a profité pour formuler le vœu de voir le Gabon s'impliquer de manière significative dans la double célébration du 20^e anniversaire du CNUDHD-AC et du 75^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de

l'Homme. Il a pu recevoir les assurances du gouvernement gabonais dans ce sens.

Un autre sujet abordé a été le statut de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, notamment son accréditation sur la base de son arrimage aux Principes de Paris pour lequel elle bénéficie de l'accompagnement du Centre. Le projet de loi envisagé pour cet arrimage aux standards internationaux a été fortement apprécié.

Pour finir, M. Sangaré n'a pas manqué de saluer le mécanisme de dialogue et d'échanges de tous les acteurs sur les questions des droits de l'homme au Gabon, qui mériterait d'être répliqué dans d'autres pays comme bonne pratique.

Coopération

Les bons points de la mission au Gabon

Le Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale a rencontré plusieurs acteurs au cours de sa visite officielle à Libreville.

Par Kamdem Souop et Christian Ntopa



Ginette A. Edzang, SG du Ministère des Affaires Etrangères © UNOCA



G. Da Piedade V., président de la C-CEEAC, au centre © CNUDHD-AC



Me H. Moussavou, Président de la CNDH, costume © CNUDHD-AC



S. Ammassari, Coordinatrice résidente UN au Gabon © CNUDHD-AC

Nouhoum Sangaré a été reçu en audience le 15 mars 2023 par Madame Rosario Bento Pais, Ambassadrice, Cheffe de la Délégation de l'Union européenne auprès de la République gabonaise pour Sao Tomé-et-Principe et la CEEAC. Elle a plaidé en faveur de l'accélération du processus d'adoption de la loi portant révision de la CNDH, qui déclencherait un appui de l'UE. Elle a aussi appelé au développement d'outils de prévention, d'esquisses de scénarii, d'analyse de risques et d'acteurs pour anticiper sur d'éventuelles violations des droits de l'homme avant, pendant et après les élections. Les deux responsables ont aussi abordé la situation sociopolitique à Sao Tomé-et-Principe.

Quant au Président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Ambassadeur Gilberto da Piedade Verissimo, rencontré le 14 mars, il s'est engagé à finaliser avec son équipe le processus de révision du projet de Mémoire d'entente entre la Commission de la CEEAC et le HCDH. En outre, une réunion a été organisée en ligne avec les membres de la Coalition des Organisations de la société civile pour la Paix et la Prévention des Conflits en Afrique centrale (COPAC). Elle a permis de mettre en évidence les démarches entreprises pour le fonctionnement effectif de l'Institution au Gabon avec l'appui du WANEP (West Africa Network for Peacebuilding).

Ce même jour, avec Me Homa Moussavou, le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et son équipe, M. Sangaré a évoqué la tenue en 2023 d'un Atelier sous-régional sur les Institutions nationales des droits de l'homme en Afrique centrale, la célébration du 20ème anniversaire du CNUDHD-AC et du 75ème anniversaire de la DUDH. Quant à la Coordinatrice résidente de l'ONU au Gabon, elle a échangé avec M. Sangaré sur « la promotion de la bonne gouvernance et les droits humains », inscrite au rang des priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération pour le développement durable entre le Système des Nations unies et le Gouvernement du Gabon pour la période allant de 2023 à 2027.

Coopération régionale

Abdou Abarry a reçu Nouhoum Sangaré

Au menu des échanges, le renforcement de la collaboration entre UNOCA et le CNUDHD-AC.

Par Kamdem Souop et Christian Ntopa

Le nouveau Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies (RSSG) pour l'Afrique Centrale et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) a reçu en audience Nouhoum Sangaré à Libreville.

Les deux Responsables ont pris fonction à quelques jours d'intervalle. Abdou Abarry le 28 juillet 2022 à Libreville. Nouhoum Sangaré, le 8 août 2022 à Yaoundé. Ils n'avaient pas encore eu la possibilité d'échanger en face à face. C'est chose faite depuis le 13 mars 2023.

Au cours de cette audience, les deux parties ont convenu d'approfondir la collaboration les liant depuis la création du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale en janvier 2011.

M. Sangaré a relevé les efforts entrepris par le CNUDHD-AC, conformément à son mandat, pour accompagner l'ensemble des institutions nationales des droits de l'homme (INDH) de l'Afrique centrale dont seules quatre sont dotées du statut A (celles du Cameroun, du Burundi, de la République Démocratique du Congo et du Rwanda) qui souligne leur conformité aux Principes de Paris. Il a obtenu le soutien du RSSG pour l'organisation d'une réunion de suivi des INDH en Afrique Centrale.



Abdou Abarry à gauche © Christian Ntopa, CNUDHD-AC

Les discussions ont également porté sur les stratégies de redynamisation de la collaboration entre la CEEAC et le HCDH établie depuis 2002 à travers un Mémoire d'entente entre les deux institutions dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie.

L'OIF et le CNUDHD-CA se projettent

Les deux structures ont une convergence de vues sur les défis à relever dans la sous-région.

Par Kamdem Souop



Alphonse Fademba à droite © Christian Ntopa, CNUDHD-AC

Alphonse Fademba Madakome Waguena, le Représentant pour l'Afrique Centrale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) a reçu en audience Nouhoum Sangaré, le 14 mars 2023 à Libreville.

Avec le Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC), les échanges ont porté sur les synergies d'action pour plus d'effectivité des droits économiques et sociaux dans la sous-région

M. Fademba a réaffirmé la disponibilité du REPAC-OIF à collaborer avec le CNUDHD-AC, y compris dans le cadre des activités imminentes, à savoir la consultation sous-régionale sur les entreprises et les droits de l'homme en Afrique Centrale (du 7 au 8 juin 2023) et le séminaire en ligne sur la réalisation du droit au développement le 18 avril 2023.

Cameroun - Organisations pour personnes vivant avec handicap (OPH) Création d'une plateforme des OPH du Centre

Une plateforme des organisations œuvrant pour la défense des droits des personnes vivant avec un handicap dans la région du Centre a vu le jour le 9 mars 2023 à Yaoundé.

Par Kamdem Souop et Zoë Pozniecek



Nouhoum Sangaré ouvrant l'atelier © Simon Ndjana, CNUDHD-AC

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a appuyé la mise sur pied d'une plateforme des organisations de personnes vivant avec un handicap (OPH) dans la région du Centre du Cameroun. Cette plateforme est le huitième démembrement de la plateforme nationale des OPH depuis 2022. La cérémonie a eu lieu le 9 mars à Yaoundé en présence du Directeur du CNUDHD-AC, Nouhoum Sangaré. Le Centre est associé au Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et à l'UNESCO dans la mise en œuvre d'un projet conjoint pour l'inclusion du handicap au Cameroun. Ensemble ces agences onusiennes appuient la mise sur pied des plateformes régionales d'OPH dans

les dix (10) régions du Cameroun et organisent des formations pour les OPH.

Une présentation dudit projet a été faite par Catherine Tshefu, Spécialiste des droits de l'homme en charge des questions d'égalité de genres au CNUDHD-AC. Le projet mis en œuvre a pour objectif général de veiller à une meilleure inclusion des personnes handicapés dans la société. Les résultats attendus sont, entre autres, le renforcement des capacités des acteurs nationaux, le développement d'outils pratiques sur l'inclusion du handicap et enfin le soutien à la création de plateformes inter-OPH dans les dix régions du pays. Le Centre interviendra concrètement par la rédaction de trois guides à l'intention des OPH, des professionnels du droit et du Comité

National pour la Réadaptation et la Réinsertion Socio-économique des Personnes Handicapées (CONRHA), l'organisation de formations sur base de ces guides et le soutien à la mise en place de plateformes régionales dans les régions du Sud, du Littoral et du Centre.

Au cours des échanges, le Centre a fait une présentation de la Convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées. Mme Tshefu a présenté de façon sommaire les cinquante articles de cette Convention tout en rappelant qu'elle ne crée pas de nouveaux droits spécifiques aux personnes avec handicap, mais donne simplement les outils à l'État pour mieux respecter leurs droits en tenant compte de leurs besoins particuliers.

Cameroun - Gouvernance

Redevabilité et bonne gouvernance en débat

Le CNUDHD-AC a appuyé l'organisation d'un atelier regroupant les autorités administratives, régionales et traditionnelles des régions anglophones du Cameroun.

Par Kamdem Souop



La cérémonie d'ouverture des travaux © CNUDHD-AC

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a appuyé du 22 au 25 février 2023 la National School of Local Administration (NASLA) dans l'organisation d'un atelier regroupant les autorités administratives, régionales et traditionnelles des régions anglophones du Cameroun. Celui-ci visait le renforcement de leurs capacités en matière de redevabilité et de bonne gouvernance. Cette activité a bénéficié de l'appui conjoint du Haut-Commissariat de

Grande Bretagne au Cameroun et du CNUDHD-AC.

Les travaux ont été ouverts par Bernard Okalia Bilai, le Gouverneur de la région du Sud-Ouest, en présence du représentant du Gouverneur de la région du Nord-Ouest et celui du Haut-Commissaire Britannique.

Pas moins de 62 participants (dont 10 femmes) venant des deux régions anglophones du pays y ont pris part. Le HCDH a fait trois présentations sur les principes du droit international des droits de l'homme, le droit au développement et les objectifs de développement durable, ainsi que

l'approche basée sur les droits de l'homme/Ne laisser personne pour compte, pour une prestation efficace de services aux communautés à la base. Ces participants ont activement participé aux sessions et ont souligné la nécessité de contextualiser les concepts des droits de l'homme, notamment en raison de la situation de crise dans les deux régions anglophones et en tenant compte des valeurs culturelles des communautés qui y vivent. A la fin, ils ont souhaité davantage de formations axées sur les outils et les approches d'application des principes des droits de l'homme.



Cameroun - Santé maternelle

Evaluation de l'approche basée sur les droits de l'homme

Le CNUDHD-AC a organisé à Douala un atelier de validation de l'évaluation de la prise en compte de l'approche basée sur les droits de l'homme dans l'offre de service en santé maternelle.

Par Kamdem Souop



Les participants à l'atelier © Joseph Fajong, CNUDHD-AC

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a organisé les 2 et 3 mars 2023 à Douala un atelier de validation de l'évaluation de la prise en compte de l'approche basée sur les droits de l'homme dans l'offre de service en santé maternelle dans les formations sanitaires de quatre réseaux de soins obstétriques et néonataux d'urgence (SONU) des régions de l'Est et du Nord du Cameroun en contexte de Covid-19. Ce projet vise à améliorer la disponibilité, l'accessibilité, l'acceptabilité, et la qualité des soins et des services de santé maternelle pour les femmes et les filles en âge de procréer, en particulier celles qui risquent d'être laissées pour compte dans les régions cibles. Le projet est financé par le Royaume de Belgique (2021-23) et mis en œuvre par le Centre conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) depuis novembre 2021, en partenariat avec les ministères de la

Santé publique et des Affaires Sociales, l'Institut National de la Statistique et en collaboration avec Demtou Humanitaire, Positive-Generation et de FESADE, trois organisations de la société civile qui travaillent dans le domaine de santé maternelle dans le territoire national. Il bénéficie également de la participation du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun, de AfroLeadership, une OSC panafricaine spécialisée dans la transparence fiscale et la gouvernance décentralisée, et du Centre d'Information, d'Ecoute et d'Assistance Psychosociale et Juridique des Femmes (CIEAP-J). Ce dernier étant un centre d'écoute et de réhabilitation pour les femmes et filles vulnérables (parmi elles celles atteintes de la fistule obstétricale) rattaché à l'hôpital catholique du Diocèse de Batouri, un hôpital spécialisé dans la réparation des fistules obstétricales. L'évaluation a permis de noter entre autres l'existence des lacunes et défis

contraignant des efforts pour garantir un accès universel et équitable à des services, des biens et des ressources de santé sexuelle et reproductive abordables, acceptables et de qualité, en particulier pour les femmes et les groupes défavorisés et marginalisés. Ces lacunes sont liées aux défis relatifs à la disponibilité des soins et services; la stigmatisation et l'ostracisme des femmes atteintes de fistules obstétricales; l'absence d'information statistique sur les femmes et filles vulnérables au niveau des formations sanitaires (FOSA), plusieurs produits et médicaments essentiels ne sont pas disponibles; l'insuffisance d'infrastructure et d'équipements sanitaires. En outre, l'évaluation a identifié les attentes des femmes et filles en âge de procréer vis-à-vis des acteurs – professionnels de la santé, des leaders communautaires et des administrations nationales - qui ont un rôle important à jouer dans la réalisation de leur droit à la santé maternelle.

Cameroon - IWD 2023

UNCHR-CA celebrated Women

On the occasion of the International Women's Day, the UNCHR-CA joined the other UN agencies to commemorate the event in Yaounde.



UN Team present to the march pass of March 8 © UN-CMR



UNCHRD-CA's Team © UN-CMR



UNCHRD-CA's Team poses with UDHR copies © J. Fajong



The Team during the march pass © UN-CMR

Cameroon - 27 mars 2023

L'éducation pour lutter contre l'esclavage

Le Centre a animé une causerie éducative avec des lycéens de Yaoundé sur le thème « Lutter contre le racisme hérité de l'esclavage grâce à une éducation transformatrice ».

Par Kamdem Souop



Les élèves du Lycée de Tsinga - Yaoundé © CINU

Près de soixante élèves du Lycée de Tsinga dont une moitié de filles ont été conviés à prendre part à une causerie éducative le 27 mars 2023 dans la salle de conférences du Centre des Nations Unies pour l'Information (CINU). C'était à la faveur de la commémoration de la Journée internationale en mémoire des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves.

Le CNUDHD-AC était représenté à cette causerie par Evaristus Ngoran, Assistant Programme Droits de l'Homme et Genre. A cette occasion, il a, au cours d'un échange interactif avec l'auditoire, exposé sur « Violations des droits des victimes et l'esclavage », en insistant notamment sur les formes contemporaines d'esclavage, les droits de l'homme et l'esclavage, ainsi que les normes juridiques de prohibition de l'esclavage. Ces normes sont : la Convention relative à l'esclavage du 25 Septembre 1926, les Conventions n° 29 et n° 105 de l'Organisation Internationale du Travail sur l'abolition du travail forcé, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale de 1998 qui reconnaît l'esclavage comme un crime contre l'humanité, et enfin le protocole de Palerme de 2000 sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.



Cameroun - Fête de la jeunesse

Le CNUDHD-AC en phase avec les jeunes

Le CNUDHD-AC s'est joint aux autres agences du système des Nations Unies au Cameroun pour célébrer la fête de la jeunesse le 11 février 2023 à Yaoundé.

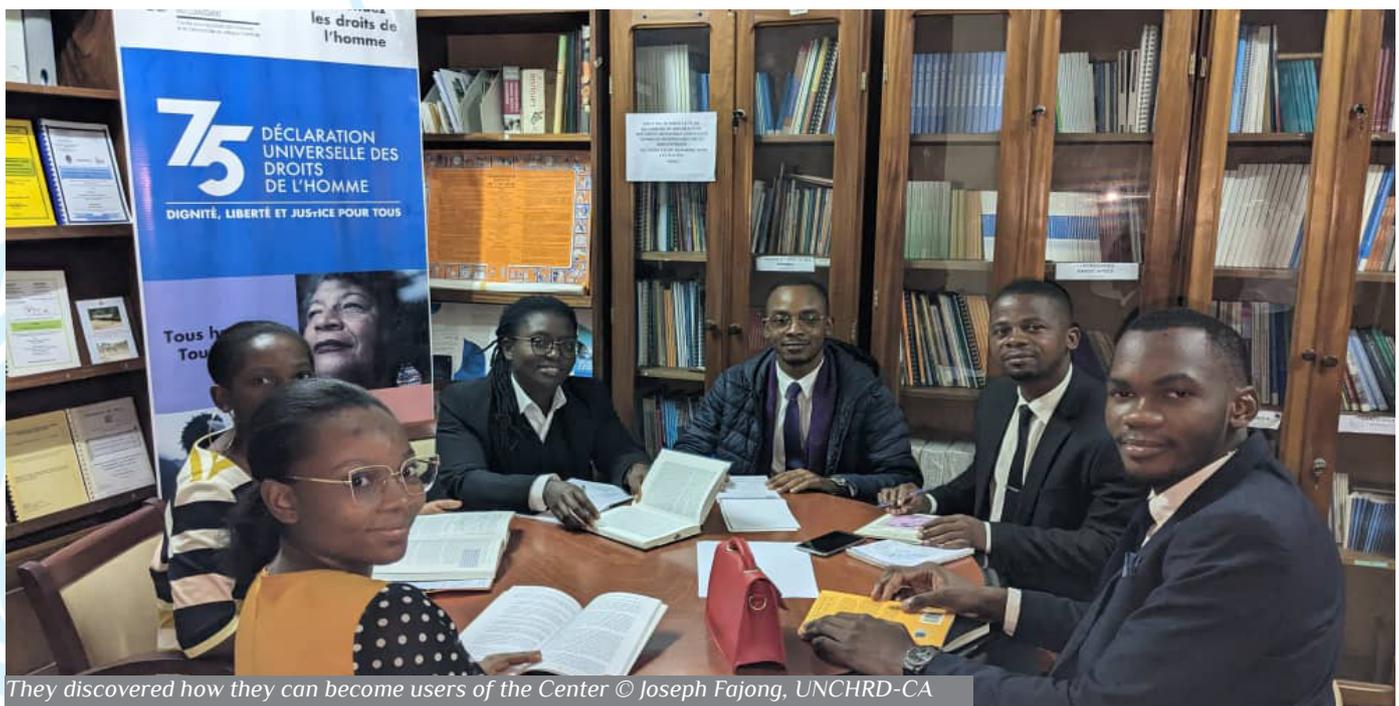


De jeunes élèves découvrent les missions et activités du Centre lors de leur visite du stand © Joseph Fajong, CNUDHD-AC

Documentation Center

IRIC's Students visited the Center

They took advantage of the visit to question the UNCHR-CA's staff on internships and employment opportunities.



They discovered how they can become users of the Center © Joseph Fajong, UNCHR-CA

E.G. UN Team trained on UPR

On 7 February 2023, UNCHR-CA trained the UNCT members in Equatorial Guinea on the Secretary General's Call to Action for Human Rights and on ways the UNCT can make use of the UPR process and recommendations to advocate for the protection and promotion of human rights notably the ESCR and realization of SDGs in the country. The presentations were followed by a question/answer session during which the Centre further explained how the UPR process works and provided concrete examples on how the recommendations can be used. The UNCT members were also reminded that Equatorial Guinea is up for evaluation next year and to be prepared to draft their report as contribution to the process.

Burundi Ready for 4th UPR

On 17-19 January 2023, the SHRA supported the Ministry of National Solidarity, Social Affairs, Human Rights and Gender for the organisation of a validation workshop of the national report for the 4th cycle of the Universal Periodic Review (UPR) as Burundi's review is scheduled during the 43rd session of the UPR on 4 May 2023. The validation workshop was timeline as the aim is to finalise and submit the national report to the Secretariat of the UPR before the deadline of 6 February 2023. It brought together 75 participants, including 25 women representing the wider spectrum of the Burundian society and human rights stakeholders from line ministries, national institutions, national and international NGOs, minorities and groups at risk of being left behind, religious groups and development partners.

La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux droits de l'homme alarmée par la situation dans l'est de la RDC

KINSHASA/NEW YORK (22 février 2023) - La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux droits de l'homme, Madame Ilze Brands Kehris, a conclu aujourd'hui sa visite officielle en République démocratique du Congo, notamment dans sa capitale, Kinshasa, et dans les villes de Goma et Bunia, dans l'est du pays. Elle s'est dite alarmée par la détérioration de la situation sécuritaire dans l'est du pays, où le Mouvement du 23 mars (M23) et divers autres groupes armés, dont les Forces Démocratiques Alliées (ADF), la Coopérative Pour Le Développement du Congo (CODECO) et le Zaïre, continuent de mener des attaques brutales contre les civils. Les violations des droits de l'homme et les abus documentés incluent des massacres, des mutilations et des violences sexuelles liées au conflit, provoquant des déplacements de population massifs et des traumatismes durables.

« Je condamne fortement ces attaques effroyables en République démocratique du Congo et je réitère l'appel lancé par le Secrétaire-Général le week-end dernier en faveur d'une 'action pour la paix' en Afrique. La violence doit cesser. J'encourage aussi vivement les autorités à redoubler leurs efforts pour contrer la montée de la haine et mettre en œuvre des initiatives ciblées pour promouvoir la confiance et la cohésion au sein et entre les communautés », a-t-elle déclaré.

Missing Cameroonian journalist found dead

AFP/Reuters

The mutilated body of a distinguished Cameroonian journalist and radio presenter was found near the capital on Sunday, five days after unidentified assailants reportedly abducted him outside a police station. Martinez Zogo was managing director of the privately owned Amplitude FM radio station and the host of its popular daily program Embouteillage. He went missing on January 17 when his badly damaged car was found outside a police station in a suburb near the Cameroonian capital, Yaounde.

The editor-in-chief of Amplitude FM, Charly Tchouemou, said he identified Zogo's body in Egobo, north of Yaounde.

Media watchdog Reporters Without Borders (RSF) said police officers at the Nkol-Nkondi station heard a loud noise outside on Tuesday evening. When they went out to investigate, they found Zogo's empty car rammed into the station's outer gate.

A black car was seen driving away, which caused the officer to conclude the journalist had been abducted.

RSF said Zogo was lately discussing

on his show a case of embezzlement allegedly involving a wealthy businessman who is close to a member of the Cameroonian government.

«Cameroonian media has just lost one of its members, a victim of hatred and barbarism,» Cameroon's journalists' trade union said in a statement. «Where is the freedom of the press, freedom of opinion and freedom of expression in Cameroon when working in the media now entails a mortal risk?



HR75 Anniversary

I commit - Je m'engage - Me comprometo

ARTICLE 1

**I am born free
and equal
and all human
beings should
be treated in
the same way.**

Universal Declaration of Human Rights

ARTICLE 1

**Nous naissons
tous libres
et égaux
et devons être
traités de la
même manière.**

Déclaration universelle des droits de l'homme

ARTÍCULO 1

**Soy libre
e igual al nacer
y todos los
seres humanos
deberían recibir
el mismo trato.**

La Declaración Universal de Derechos Humanos

ARTICLE 2

**I can claim
my rights
regardless of sex,
race, language,
religion, social
standing, etc.**

Universal Declaration of Human Rights

ARTICLE 2

**Je peux me
prévaloir de
tous les droits**
sans distinction de sexe, de race, de
langue, de religion, de rang social, etc.

Déclaration universelle des droits de l'homme

ARTÍCULO 2

**Puedo exigir
mis derechos,**
cualesquiera que sean mi sexo, raza,
idioma, religión, condición social, etc..

La Declaración Universal de Derechos Humanos

ARTICLE 3

**I have the right
to life and to
live in freedom
and safety.**

Universal Declaration of Human Rights

ARTICLE 3

**J'ai droit à la vie
et droit de vivre
dans la liberté
et la sûreté
de ma personne.**

Déclaration universelle des droits de l'homme

ARTÍCULO 3

**Tengo derecho
a la vida y a
vivir en libertad
y seguridad.**

La Declaración Universal de Derechos Humanos

ARTICLE 4

**No one has the
right to treat me
as a slave nor
should I enslave
anyone.**

Universal Declaration of Human Rights

ARTICLE 4

**Nul n'a le droit
de me tenir en
esclavage.**

Déclaration universelle des droits de l'homme

ARTÍCULO 4

**Nadie tiene
derecho a
tratarme como
un esclavo
y tampoco yo
debo esclavizar
a nadie.**

La Declaración Universal de Derechos Humanos



Antonio Guterres, UN Secretary General

«We need a course correction»



06 February 2023

“We have started 2023 staring down the barrel of a confluence of challenges unlike any other in our lifetimes. Wars grind on. The climate crisis burns on. Extreme wealth and extreme poverty rage on. Epic geopolitical divisions are undermining global solidarity and trust. This path is a dead end. We need a course correction... The Charter and the Universal Declaration of Human Rights point the way out of [this] dead end. They are a source of solutions and a source of hope. Let us draw from that source, let us draw from that hope, and act decisively before it is too late. Time is short. And the clock is ticking.”

«A much-needed feminist revolution»

Volker Türk, Human Rights High-Commissioner, on the IWD, 8 March 2023

Digital technologies have also become vehicles for particularly vicious and hateful abuse of women and girls online. This is especially the case for women who are in the public eye, and women human rights defenders. The digital space has yet to undergo a much-needed feminist revolution – and it must. Let me make something else clear. Women’s equality is not going to destroy the institution of marriage, the family, or religion, as some claim.

It enriches every aspect of culture and society. Women’s rights are about the core of what it is to be human: respect for an individual’s freedom to make choices. And that freedom is part of every culture and mainstream belief. I honour the human rights struggle of generations of women and girls without whom the human rights movement would be unrecognisable.



© OHCHR

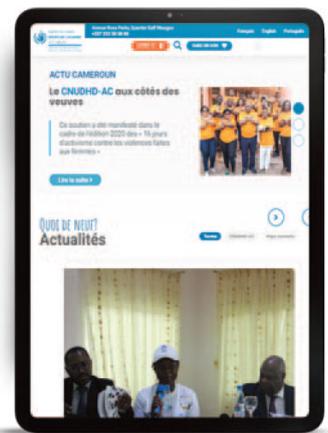
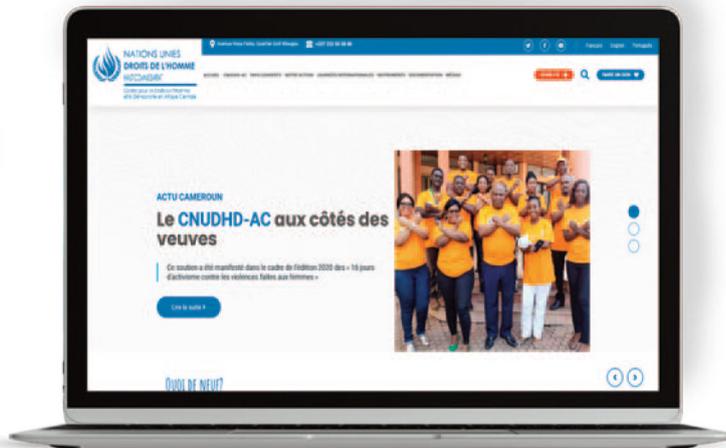
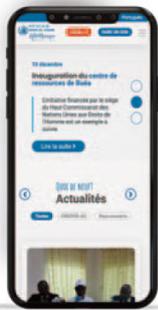
«Tech companies must incorporate children’s rights»

Volker Türk, Human Rights High-Commissioner, on the rights of the child, 10 March 2023



Governments must also do more to hold business to account. And, for their part, businesses must play a much more important role. We know that many algorithms that are built into online tools and platforms take advantage of children – with an end goal of expanding and maintaining the user base for profit. Tech companies must incorporate respect for children’s rights into the design and implementation of digital

tools and platforms, and they need to provide adequate safeguards and much more sophisticated guardrails for their protection. We need to strive for online environments that allow children to interact and grow, away from harmful and addictive online habits or relentless comparison with their peers.



www.unchrd.org

Actualités, Historique, Agenda, Projets, Documentation sur les droits de l'homme et la démocratie en Afrique Centrale, Retrouvez tout cela sur notre site web et sur nos comptes Facebook, Twitter et YouTube.

Directeur de Publication :

Nouhoum Sangaré

Conseillers éditoriaux :

Abdoulaye Traoré, Laurent Akobi Banouin, Catherine Tshefu, Dimitte Ngane, Nadine Mballa, Hugo Giguere

Rédacteur-en-chef :

Joseph Fajong

Rédacteur :

Kamdem Souop

Contributeurs :

Zoë Pozniecek, Christian Ntopa, Evaristus Ngoran,

Judith Kiconco

Infographie :

Kamdem Souop



**NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT**

*Centre pour les Droits de l'Homme
et la Démocratie en Afrique Centrale*

Quartier Golf Ntougou

BP: 836 Yaoundé - Cameroun

Tel: +237 222 50 58 00

Fax: +237 222 21 24 75

E-mail: ohchr-caro@un.org

Website: www.unchrd.org



Stand Up for Human Rights



UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

ARTICLE 1

ALL HUMAN BEINGS
ARE BORN FREE AND EQUAL
IN DIGNITY AND RIGHTS.

UNIVERSAL DECLARATION
OF HUMAN RIGHTS



75

UNIVERSAL
DECLARATION OF
HUMAN RIGHTS

DIGNITY, FREEDOM & JUSTICE FOR ALL